

*Développement économique*

escient l'argent des contribuables. A mon avis, ce n'est pas là une idée révolutionnaire. D'autres députés conviendront, j'en suis sûr, qu'il n'y a rien de radical à exiger des bénéficiaires qu'ils nous en donnent pour notre argent, mais le gouvernement fédéral ne le fait pas.

Malgré les énoncés audacieux du discours du trône, malgré des déclarations encourageantes de la part du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) à propos d'études de rendement par l'Agence d'examen de l'investissement étranger, cette notion du rendement des subventions est toujours étrangère à notre régime fiscal applicable aux sociétés. Pour nous, refuser de nous attaquer aux imbécillités, aux injustices et aux lacunes flagrantes de notre régime actuel, est le comble de l'inconscience. Le refus du gouvernement actuel et du gouvernement précédent d'exiger des comptes et un rendement minimum en retour des deniers du contribuable nous porte à croire que bien que ces gouvernements prétendent ne pas être liés à une quelconque idéologie—je crois que le ministre du Revenu national (M. Rompkey) s'en est expliqué ce matin à la télévision—ils sont conservateurs dans l'âme. Pour ce qui est de guider ou de diriger notre économie vers les objectifs souhaités par la population, leur devise semble être: «Prier et ne rien faire». Cette attitude est peut-être bien reçue dans certains milieux, mais elle n'est certainement pas utile quand il s'agit de s'attaquer aux graves problèmes qui assaillent les Canadiens.

Je les juge peut-être un peu trop durement. Le parti libéral, au cours de ses règnes parfois interrompus, a au moins adopté des slogans et s'est lancé, quoique avec beaucoup d'hésitations, dans un train de mesures économiques concrètes. Par exemple, les libéraux ont au moins compris, au contraire des conservateurs, et même s'ils n'ont fait que céder à la nécessité, qu'un instrument étatique tel Petro-Canada était nécessaire pour réaliser une politique énergétique nationale qui réponde aux besoins du Canada.

S'ils avaient réalisé leurs projets de démanteler Petro-Canada, de le privatiser, de le bazarder comme le BCRIC ou je ne sais quoi d'autre, les conservateurs auraient remis tout notre avenir énergétique entre les mains des seules sociétés multinationales. Ils auraient continué de jouer au poker en montrant toutes leurs cartes, avec notre avenir et notre bien-être comme enjeu. Naturellement, le problème avec cette façon de faire, c'est que les vrais gros joueurs ne jouent pas de cette façon et les Canadiens ont toujours été perdants.

Aujourd'hui, les libéraux, ou plutôt tous les Canadiens, possèdent Petro-Canada, mais le gouvernement n'a pas le courage de laisser cette société faire son travail. Ainsi donc, nous jouons maintenant au poker en montrant certaines cartes et en en cachant d'autres, et nous continuons de perdre. Faut-il s'en étonner? Les libéraux disent qu'ils n'ont pas assez d'argent, que la dette est trop lourde. Certains ministériels ont fait valoir ce point il y a quelques jours; ils disaient que les comptes du gouvernement fédéral causaient des maux de tête, que le déficit atteignait déjà 14 milliards de dollars et que nous manquions d'argent. Ils refusent toujours d'admettre qu'il existe une différence primordiale entre les dépenses publiques et les investissements publics. Si le gouvernement se lance dans les affaires sous prétexte de défendre l'intérêt public, il doit être disposé à jouer le jeu comme les gros bonnets, sinon il fera

perdre de l'argent à nos actionnaires, c'est-à-dire aux Canadiens.

Je voudrais parler quelques minutes des investissements que le gouvernement néo-démocrate qui dirigeait alors la province a faits dans l'industrie forestière de la Colombie-Britannique, de l'été 1972 à la fin de l'année 1975. La période à laquelle je fais allusion s'étend en réalité de la fin de 1973 à décembre 1975. En n'investissant directement qu'une vingtaine de millions de dollars dans l'industrie forestière, le gouvernement de la Colombie-Britannique est parvenu en moins de deux ans à faire gagner aux habitants de la province plusieurs centaines de millions de dollars sous forme d'actif et plusieurs centaines de millions de dollars sous forme de bénéfices, ce qui lui permet d'exercer une influence directe sur ce secteur important et même vital pour la province et d'acquérir une expérience inestimable dans ce domaine. Voilà ce qu'a rapporté un investissement d'environ 20 millions de dollars. Le gouvernement fédéral en gaspille autant tous les jours.

Un actif garanti et l'utilisation à bas prix d'une ressource de première importance permettent bien simplement à la société de faire des emprunts sur cet actif. En Colombie-Britannique, ce qu'on appelait un permis d'exploitation de pépinière coûtait un cent l'acre. La société a emprunté sur l'actif provenant de la population. Il s'agissait donc d'un bien public qui s'établissait à l'époque à seulement un cent l'acre. Grâce aux capitaux qu'elle a empruntés sur son actif et aux spécialistes qu'elle a embauchés, la société a pu accroître et étendre son exploitation, ce qui lui a permis d'acquérir un avoir propre et des recettes. Elle a répondu aux besoins de la population et elle a servi l'intérêt public dans cette province. Le gouvernement n'a presque pas besoin de puiser dans ses propres ressources.

Les grands du secteur privé ne le font pas. Il y a déjà plusieurs années qu'ils n'ont pas été obligés de le faire; mais ce n'est pas ce qu'on pourrait croire à écouter certains libéraux et la plupart des conservateurs. Je suis sûr qu'il fût une époque lointaine où, quand une société publique mais surtout privée avait besoin de capitaux de placement, elle s'adressait au marché, émettait des actions et obtenait de l'argent de façon assez démocratique sur un marché libre. ◀

● (1610)

Peut-être était-ce ainsi que les choses se passaient. Mais depuis des années maintenant, dans les grands secteurs d'activité économique, la plus grande partie des capitaux d'expansion proviennent des revenus. Avec la croissance des grandes entreprises, surtout celles qui détiennent un monopole, et le genre de décisions qui se prennent dans ce secteur de notre économie, les entreprises privées profitent depuis des années d'un régime fiscal non représentatif. Ces revenus ne remplissent en aucune façon le même rôle que les revenus internes des sociétés ont déjà joué il y a un nombre d'années.

Le genre de chose qui est arrivé en Colombie-Britannique est exactement ce que les entreprises ont fait pendant des décennies pour leurs actionnaires, qui sont souvent des actionnaires étrangers. Nous croyons qu'il est temps que le gouvernement du Canada desserve les intérêts de ses actionnaires, la population canadienne, aussi bien que ces autres administrateurs l'ont toujours fait. Il est temps que nous arrêtons de jouer au poker en étalant nos cartes à la vue de tous. Il est temps que nous arrêtons de monter dans l'arène en ayant un bras attaché derrière le dos. Ce sont les règles du jeu économi-